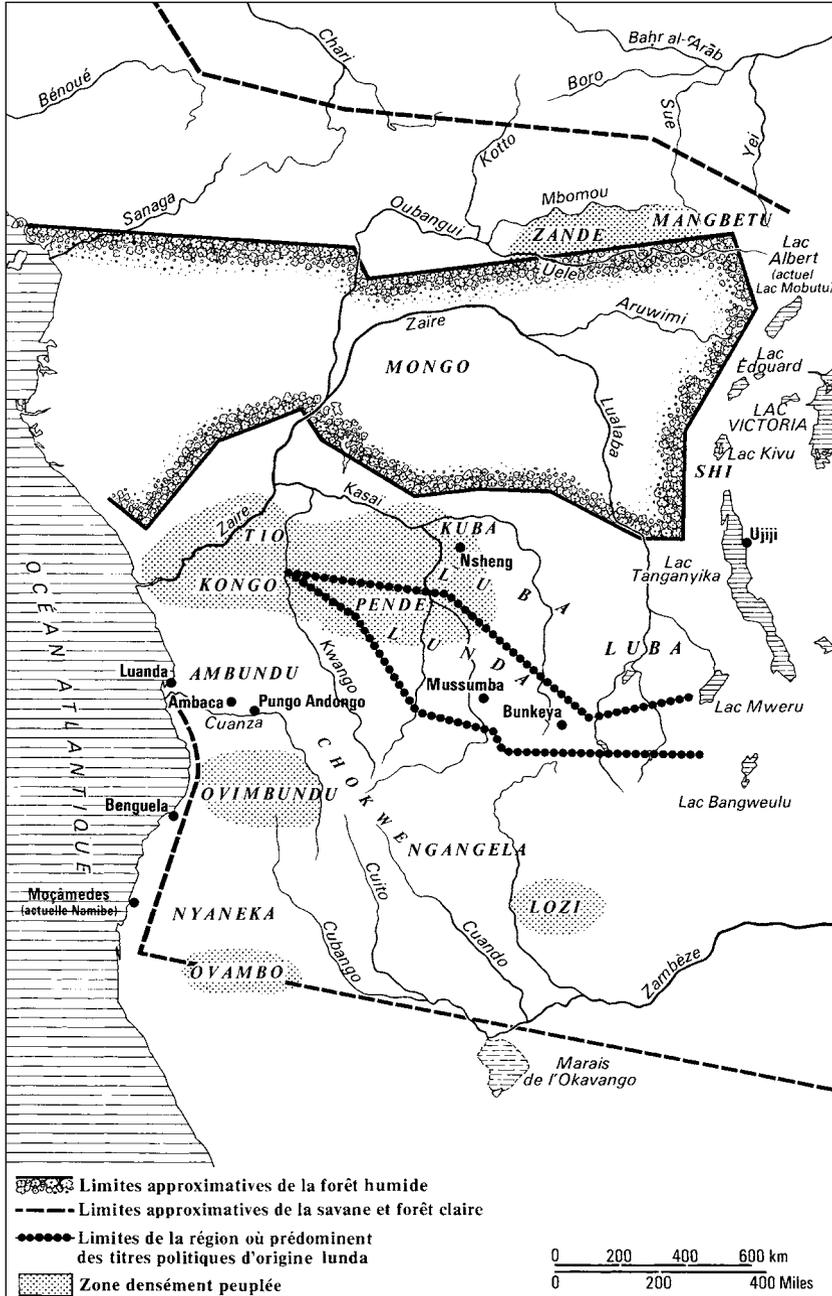


## Le bassin du Congo<sup>1</sup> et l'Angola

*Jean-Luc Vellut*

Les limites de la région que l'on étudie ici sont grossièrement dessinées par la côte atlantique à l'ouest, le lac Tanganyika et la crête Nil-Zaïre à l'est, les savanes de l'Oubangui au nord et, enfin, au sud, par le plateau qui marque la séparation des bassins du Zaïre et du Zambèze. La période que l'on va traiter ne peut pas être limitée à un seul thème : malgré une opinion répandue, on ne peut ramener l'essentiel de l'histoire des années 1800-1880 au problème du commerce à longue distance et des liens avec l'étranger (à cette époque, l'économie des sociétés d'Afrique centrale est restée davantage centrée sur la production que sur les échanges) ; on ne peut non plus faire du XIX<sup>e</sup> siècle précolonial un âge de violence généralisée, en raison de la traite, des luttes intestines, etc. : le lieu commun que l'Afrique était déchirée par des « luttes tribales » incessantes néglige le fait fondamental que la masse des peuples de la région menait une vie pacifique de producteurs, par l'amélioration tenace de l'agriculture, par l'aménagement du milieu, par l'exportation des produits de cueillette. Enfin, on ne voudra pas non plus réduire l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle à une histoire politique placée sous le signe de royaumes ou de constructions étatiques despotiques : s'il fallait définir un trait politique commun aux sociétés d'Afrique centrale aux environs de 1800, on le trouverait plutôt dans une recherche, souvent remise en cause, d'équilibres et de concessions entre pouvoirs de diverses origines.

1. Le nom du fleuve couramment utilisé dans les documents du XIX<sup>e</sup> siècle a été adopté dans ce chapitre.



12.1. L'Afrique centrale de l'Ouest au XIX<sup>e</sup> siècle (d'après J.-L. Vellut).

Un exposé de l'histoire de l'Afrique centrale au XIX<sup>e</sup> siècle doit en fait répondre à plusieurs exigences. Avant tout, celle d'évoquer la vie concrète et les aspirations des sociétés de cette vaste région telle qu'elle se présente au XIX<sup>e</sup> siècle. L'accent est alors mis sur la continuité entre les années 1800 et le passé plus lointain : les changements sont perceptibles, mais ils opèrent sur un rythme lent.

Et cependant, par d'autres aspects, l'histoire de l'Afrique centrale au XIX<sup>e</sup> siècle est marquée par des ruptures avec le passé. Dans les années 1800-1880, en effet, la région est plus que jamais intégrée dans le réseau des échanges mondiaux. Le poids des conjonctures de l'économie mondiale ou de certains de ses secteurs particuliers se fait sentir : dans certaines régions, il infléchit l'histoire sociale et politique ; il donne un essor marqué au secteur des échanges ; il offre des possibilités nouvelles d'accumulation ; mais, dans d'autres régions, il freine l'évolution. Déjà, on distingue les premières amorces d'une mainmise européenne sur les bénéfices de l'économie des échanges dans l'intérieur de l'Afrique centrale.

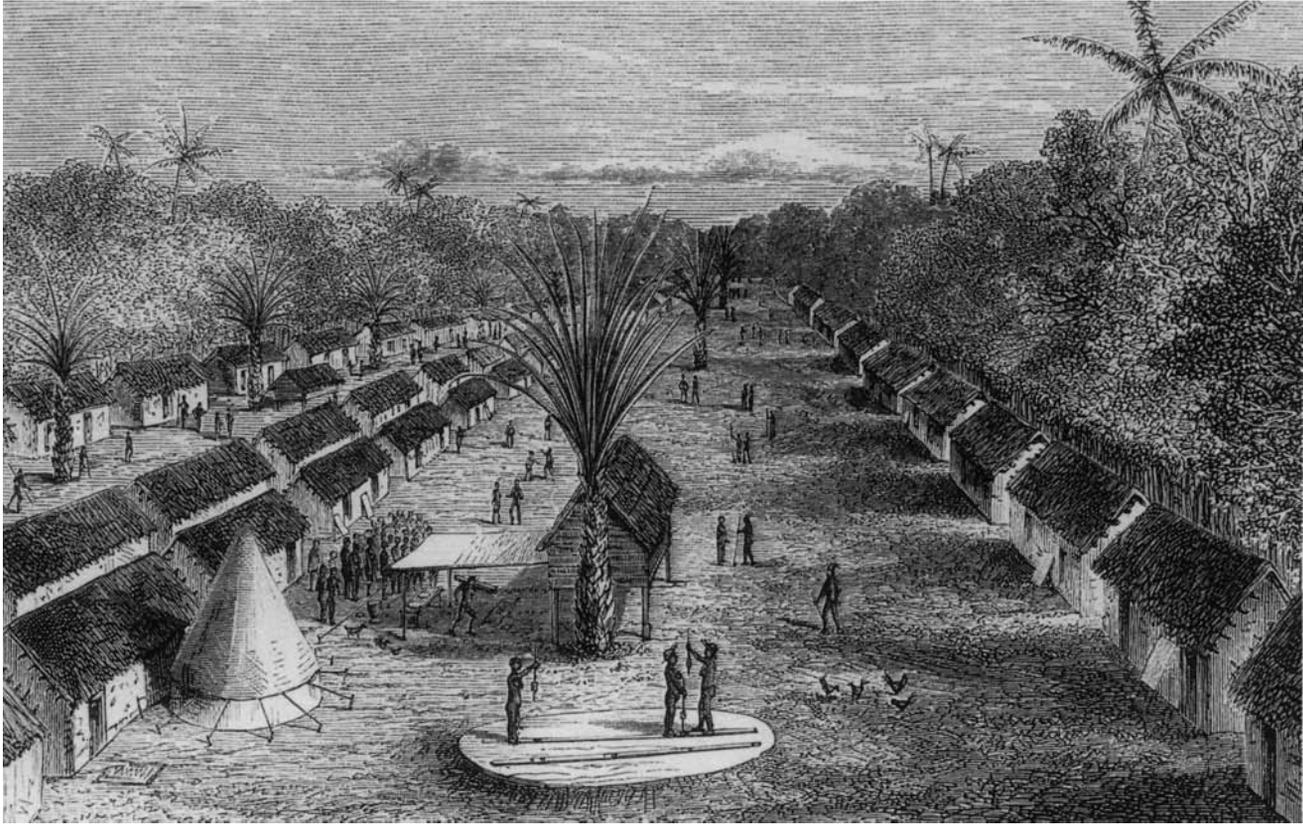
L'exposé qui suit cherchera donc à rendre compte d'une triple évolution qui a conféré aux années 1800-1880 un cachet particulier : histoire des changements sociaux et politiques ; histoire des flux et reflux de l'économie mondiale tels qu'ils se font sentir en Afrique centrale ; enfin, histoire lente d'une civilisation et, surtout, histoire de la diversification dans l'exploitation du milieu.

## Production : modèle des populations dispersées et modèle des populations denses

Dans les années 1800-1880, les sociétés d'Afrique centrale, par leur répartition, leur comportement démographique, leurs systèmes de production et, enfin, par leurs aspirations, conservaient des traits hérités d'un passé millénaire, dont certaines traces sont encore présentes aujourd'hui. Une caractéristique fondamentale et très ancienne de la vie matérielle en Afrique centrale est l'inégalité de la répartition des hommes dans l'espace : inégalité qui s'explique par le jeu de facteurs multiples, géographiques, économiques et sociaux, aussi bien que par le contrecoup d'événements historiques. Est-il possible de discerner les évolutions en cours durant la période qui nous intéresse ici ?

Au sud de la forêt humide, dans l'ensemble massif de forêt claire (*miombo* au Zaïre, *mato de panda* en Angola) qui s'étend jusqu'au 16<sup>e</sup> ou 17<sup>e</sup> degré de latitude sud<sup>2</sup>, l'agriculture du XIX<sup>e</sup> siècle ne fournissait qu'une partie des ressources alimentaires, la production agricole étant particulièrement peu intensive. Cette forme d'exploitation était celle qui convenait le mieux aux

2. Ces forêts claires sont des résidus d'anciens climax de forêt sèche (*muhulu*). Elles sont caractérisées par une grande proportion d'espèces zambéziennes. Voir les travaux de F. Malaisse, et notamment F. Malaisse *et al.*, 1972.



12.2. *Un village de la province de Manyema, au nord-est de l'Empire luba, dans les années 1870.*

[Source : V. L. Cameron, *Across Africa*, 1877, vol. I, p. 352, Daldy, Isbister and Co. Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

sols pauvres de la forêt claire ; mais elle ne faisait vivre que des populations à densité faible, suivant nos critères du XX<sup>e</sup> siècle (au maximum 8 habitants au km<sup>2</sup>). Au XIX<sup>e</sup> siècle, les anciennes céréales africaines (éleusine, mil, sorgho) formaient encore l'essentiel des cultures dans plusieurs de ces régions. En complément de l'agriculture, la cueillette (plantes comestibles, chenilles, miel, rongeurs, etc.), la chasse et la pêche occupaient une place importante dans l'alimentation : en plein XX<sup>e</sup> siècle, la connaissance des produits de la cueillette est restée très étendue dans ces sociétés de la forêt claire.

Le plus souvent, les populations à faible densité n'ont pas vécu en vase clos. Elles étaient en contact avec des groupes plus denses, qui épanchaient leur trop-plein de population sur les territoires avoisinants. Dans certaines régions en effet, sur des superficies parfois fort réduites (à proximité immédiate de cours d'eau par exemple), l'agriculture s'est diversifiée, intensifiée, et elle a permis une polarisation de la population, souvent auprès de capitales ou de centres seigneuriaux.

L'origine lointaine de ces zones de peuplement plus intensif se confond avec l'expansion de l'agriculture en Afrique centrale. Grâce à l'archéologie ou, plus tard, aux premiers documents écrits, certaines de ces zones anciennes peuvent être identifiées : c'est le cas du peuplement dans ce qui était au XIX<sup>e</sup> siècle une région de seigneuries luba, dans la vallée du Lualaba, ou encore dans la région kongo. En Angola, pour une période plus récente, on dispose de quelques indications d'origine missionnaire ou fiscale. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, par exemple, sur la base (très approximative) du recrutement dans les forces armées, les autorités de Luanda avaient estimé que les principaux foyers de densité se trouvaient chez les Ambundu, dans les régions de Golungo (60 000 habitants) et d'Ambaca (37 000 habitants), et chez les Ovimbundu du Bailundu (56 000 habitants) et du Bié (« plus de 30 000 »)<sup>3</sup>. Au Zaïre, c'est en plein XX<sup>e</sup> siècle seulement que l'on a délimité le « couloir » des fortes densités qui chevauchent le 5<sup>e</sup> parallèle sud, à la jonction de la forêt humide et de la savane<sup>4</sup>.

Malgré l'absence de données précises, plusieurs indices poussent à croire que le développement de zones denses s'est précisé dans une période relativement récente, et que le XIX<sup>e</sup> siècle s'inscrit en fait comme sur la crête d'un mouvement de poussée entamé depuis quelques siècles seulement. La technologie du fer, caractéristique des systèmes agricoles bantu, ne s'est vraiment généralisée qu'à partir du XV<sup>e</sup> siècle. En Afrique centrale, les sources d'histoire orale concordent pour désigner les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles comme une époque charnière pour les sociétés de la savane et des Grands Lacs : colonisation de nouvelles terres, fondations dynastiques, multiplication des titres politiques, etc. Enfin, tous les foyers de densité de la région connus au XIX<sup>e</sup> siècle avaient enrichi leur agriculture par l'introduction de variétés américaines. Cette innovation a permis d'accroître les rendements : grâce à

3. J. C. Feo Cardozo, 1825, p.352 et suiv. Ces chiffres sont très incertains ; vers 1850, L. Magyar donnait une estimation très différente (1 220 000) de la population ovimbundu. La localisation des principaux foyers de densité dans les régions connues est cependant plus solide.

4. Voir P. Gourou, 1955.

une utilisation plus intensive du sol cultivable (dans plusieurs zones denses, on récolte deux ou trois fois par an), grâce aussi à l'introduction de plantes à haut rendement (c'est le cas du manioc).

La chronologie de ces transformations ne peut évidemment être suivie dans le détail : suivant les régions, elles ont pu s'étendre sur plus de deux siècles (1600-1850), estimation vague qui peut être précisée par quelques points de repère. Vers 1800, toutes les variétés américaines (maïs, manioc, patates douces, haricots, etc.) n'avaient sans doute pas été adoptées partout de la même manière ; mais aucune région ne semble les avoir ignorées complètement. Il arrive d'ailleurs que les plantes américaines aient été intégrées au point de ne plus être perçues comme des importations étrangères. C'est le cas de la région kongo : on dispose, pour le bas fleuve, du premier inventaire systématique d'une flore d'Afrique centrale (expédition Tuckey, 1818), qui confirme l'usage répandu des variétés américaines ; à l'époque coloniale, un inventaire détaillé de l'agriculture kongo relevait que plusieurs importations américaines (arachides, patates douces, etc.) étaient perçues dans la culture orale comme étant d'origine locale, aussi bien que les ignames ou *voandzou*<sup>5</sup>. Ailleurs, cependant, des proverbes ou des rites rappellent, aujourd'hui encore, que le fonds agricole africain a précédé les emprunts américains des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles ; selon un proverbe mongo, *bonkúfo áfókíté ngámomá* (« le manioc doux ne devient jamais comme l'igname »), c'est-à-dire qu'un étranger ne connaît jamais les coutumes et la langue comme un autochtone<sup>6</sup>.

## Démographie, société et politique des zones denses

Le développement des sociétés agricoles plus complexes a eu des conséquences importantes pour la démographie de l'Afrique centrale. On estime généralement que les sociétés où l'agriculture et l'élevage sont introduits progressivement conservent longtemps un taux de croissance faible (entre 0,05 et 0,10 % par an), assez proche du taux connu par les sociétés de chasse et de cueillette. En revanche, les sociétés possédant une agriculture plus diversifiée connaissent une croissance nettement plus rapide, que l'on situe entre 0,10 et 0,15 %. Les chiffres pour un milieu naturel difficile comme celui de l'Afrique sont inconnus, mais ils ne s'éloignent sans doute pas beaucoup de ce modèle. Étalée sur plus de deux siècles, une accélération du taux de croissance de cet ordre aurait eu une portée considérable sur le chiffre global de la population d'Afrique centrale<sup>7</sup>.

5. V. Drachoussoff, 1947.

6. G. Hulstaert, 1976.

7. L'étude de l'histoire de la démographie africaine en est encore à ses débuts : provisoirement, on en est réduit à adopter des taux de croissance *plausibles*, à partir de tables de natalité et de mortalité établies pour des sociétés disposant de types analogues d'économie ou d'organisation sociale. Pour la région kongo au XVII<sup>e</sup> siècle, un historien suggère un taux de croissance situé aux environs de 0,20 % par an, et probablement moins pour les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles (?) : J. Thornton, 1977.

Certes, ces chiffres paraissent faibles par rapport aux taux du XX<sup>e</sup> siècle. C'est que la mortalité restait élevée dans les sociétés africaines anciennes. Pour le XIX<sup>e</sup> siècle, les principaux facteurs de mortalité sont connus, mais il n'est pas possible d'attribuer à chacun d'eux la mesure de son rôle dans l'ensemble.

Facteurs historiques d'abord, et surtout la traite et la violence qui l'a accompagnée. Tandis que l'hémorragie de la traite des hommes vers l'Amérique s'est réduite de manière décisive à partir des années 1850, la traite swahili et arabe a pris la relève à l'est et au nord de notre région. On peut avancer des chiffres de pertes *globales* pour l'ensemble de l'Afrique centrale<sup>8</sup>, mais il restera sans doute impossible de situer ces pertes géographiquement, d'autant plus que les mouvements continuels des groupes et des individus ont largement disséminé l'impact de la traite.

Interviennent ensuite des facteurs écologiques et épidémiques. Sans doute, le XIX<sup>e</sup> siècle voit-il les débuts d'un progrès médical en Afrique centrale: meilleure connaissance des endémies, utilisation plus générale de la quinine, recours à la vaccination. Cependant, ces progrès restent limités aux milieux atteints par les commerçants de l'Angola ou de la côte swahili. Au total, ces changements ont été trop restreints pour faire battre en retraite les grandes endémies ou les vagues épidémiques<sup>9</sup>.

La croissance au XIX<sup>e</sup> siècle est donc encore lente; mais elle est sans doute plus marquée qu'auparavant, car elle se développe à partir de la base relativement élevée atteinte par la population de la région. Les surplus de population sont absorbés comme jadis par des déplacements ou des colonisations dans la savane ou la forêt claire, suivant un mode d'expansion qui a laissé des traces profondes dans la mémoire collective (traditions de « migrations »); ou absorbés, aussi, par les régions pratiquant une agriculture plus diversifiée et capables, dès lors, de « capitaliser leurs surplus démographiques », suivant l'expression de P. Gourou. Là, une occupation plus sédentaire réussit définitivement à vaincre l'hostilité de milieux qui ont été déjà progressivement aménagés au cours des âges, et qui désormais deviennent favorables à l'occupation humaine<sup>10</sup>.

Cette histoire matérielle et l'histoire politique et sociale de la région s'éclairent mutuellement, sans qu'il y ait de déterminisme à sens unique. Dans certains cas, une zone de densité se développe en servant de support à

8. Dans notre région, la traite swahili a affecté le Manyema et le bassin du Lomami. Certains auteurs estiment à 1,75 million le nombre total d'esclaves sortis d'Afrique entre 1800 et 1870 par les esclavagistes swahili, pour l'ensemble de l'Afrique centrale et orientale. J. D. Fage, 1975.

9. Notre connaissance des épidémies reste fragmentaire: seule l'épidémie de variole de 1864-1865 est relativement bien documentée; elle se répandit à partir de Luanda dans le Golungo, le Bié, le pays kongo et jusqu'en Namibie; elle peut avoir causé jusqu'à 25 000 morts en une année (D. Wheeler, 1964, p. 351-362). Lors de son voyage à la *mussumba* (capitale de l'Empire lunda), en 1885-1886, Carvalho a rassemblé des données sur la variole dans cette région. Selon lui, elle sévissait surtout à la suite de guerres et à cause de l'habitude de laisser les corps sans sépulture.

10. P. Gourou, 1971, p. 89-90.



12.3. *Tambours royaux du royaume kuba, au XIX<sup>e</sup> siècle.*

[Source : J. Vansina, *Art history in Africa*, 1984. Longman, Londres. © Institut des Musées nationaux du Zaïre (INMZ), n° 73.381.1, n° 73.381.2, 70.8.2 (de gauche à droite).]

des organisations politiques hiérarchisées. Dans le nord-est du Zaïre, c'est le cas de deux régions denses, Mangbetu et Zande. Dans la vallée du Mbomou et jusqu'à l'Uele dans le Sud, la région zande connaissait au XIX<sup>e</sup> siècle une densité relativement forte, malgré des guerres meurtrières (dans les années 1870, G. Schweinfurth estimait sa densité à 40 habitants au km<sup>2</sup>). Le système agraire des Zande était plus ancien que le pouvoir militaire des Avungara, qui n'avaient commencé à unifier la région qu'à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais, sous leur régime, le terme « Zande » devint synonyme d'agriculteurs-sujets : ceux-ci développèrent une agriculture de haut rendement, capable de

nourrir une population en croissance d'autant plus rapide que les razzias et le commerce d'esclaves, auxquels se livrait l'aristocratie guerrière, accumulaient les captifs et les dépendants.

Dans les régions de collines à l'ouest et à l'est du lac Kivu, le XIX<sup>e</sup> siècle est une époque de colonisation de nouvelles terres: on l'observe chez les Shi, comme au Burundi et au Rwanda. L'agriculture shi, notamment, conservait plusieurs variétés des anciennes agricultures pratiquées dans la région: éleusine, sorgho, colocase. Cependant, au XIX<sup>e</sup> siècle au plus tard, elle avait absorbé des cultures américaines: un inventaire de l'agriculture shi du XX<sup>e</sup> siècle y a relevé trente-deux variétés de haricots et quatre variétés de patates douces, connues avant la période coloniale<sup>11</sup>. Le XIX<sup>e</sup> siècle est aussi la période de développement des seigneuries ou des petits États chez les Shi. P. Gourou et J. Vansina l'ont observé dans d'autres contextes (Rwanda et Kuba), les facteurs politiques peuvent encourager une accélération de la croissance démographique, en même temps qu'une intensification de la production: une agriculture à plus haut rendement se révèle nécessaire pour nourrir les clients, dépendants, captifs, qui se concentrent dans les capitales ou les domaines des seigneurs. Ce facteur politique peut avoir joué chez les Shi du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le mouvement n'est donc pas à sens unique: l'expansion démographique, rendue possible par la production de surplus croissants, appelle à son tour une nouvelle expansion de la production. Cela s'est parfois accompli au prix d'une érosion des pouvoirs politiques. Dans la partie occidentale du Zaïre, on connaît plusieurs exemples de régions qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, sont devenues des réservoirs alimentés par une immigration importante; mais le pouvoir des chefs s'est affaibli, tandis que l'emportait l'accumulation au profit de notables de clans, de lignages, ou même au profit d'individus entreprenants. La croissance démographique s'est alors accompagnée de profondes transformations sociales.

C'est ainsi que, à l'ouest du territoire luba proprement dit (c'est-à-dire de la région entre les rivières Bushimaic et Lubilash), une marche pionnière se développe au XIX<sup>e</sup> siècle. Les immigrants sont des individus, de petits groupes, des lignages: ils n'effacent pas toute trace des occupants plus anciens, mais là où il y avait auparavant une grande diversité d'appartenances claniques, il s'est développé progressivement au XIX<sup>e</sup> siècle une solidarité de civilisation, de langue, d'organisation politique (essentiellement de petites seigneuries). Un sentiment ethnique est né de cette expérience historique partagée, où la croissance de la population et de l'agriculture, mais aussi l'encouragement donné à l'entreprise individuelle, ont joué un rôle essentiel. À la même époque, à partir des petits foyers de population dense du haut Tshikapa et du haut Kasai, il s'est trouvé de nombreux jeunes Chokwe prêts à quitter les villages (et le pouvoir encombrant des chefs) pour pénétrer dans la forêt claire, chasser les éléphants, disposer des ruches, et récolter le miel et la cire. C'est grâce à la maîtrise de cultures se satisfaisant de sols pauvres

11. J. B. Cuypers, 1970.

(le manioc en particulier) que les femmes qui les accompagnaient ont pu cultiver des champs : souvent ces femmes sont originaires des petits centres lunda, le long des affluents du Luembe, du Tshikapa, etc.

L'assimilation de femmes lunda au sein de la société chokwe illustre un phénomène répandu dans toute la « ceinture matrilineaire » : les descendants de femmes captives ne renforcent pas le clan de leur mère (cela est le privilège d'une naissance libre), mais bien celui de leur père. Partout, ces descendants d'esclaves sont nombreux : chez les Kongo, ce sont les *bana ba nzo* (enfants de la maison) ; chez les Chokwe, les *ana a tshihunda* (enfants du village) ; chez les Pende du Kwilu, ils constituent même la majorité des membres de clans riches et puissants<sup>12</sup> : les généalogies révèlent que le procédé d'assimilation des captifs était très répandu au XIX<sup>e</sup> siècle.

## Conquête des sols pauvres

Les facteurs politiques, aussi bien que les aspirations sociales, aident donc à comprendre que les zones de densité aient parfois attiré l'immigration ou, inversement, qu'elles aient joué le rôle de foyers d'émigration qui ont facilité le peuplement de zones marginales ou peu occupées. La conquête de sols relativement pauvres est d'ailleurs une des grandes réussites de l'agriculture africaine du XIX<sup>e</sup> siècle. Combinée avec l'élevage, elle a permis la consolidation de l'occupation humaine, notamment dans les régions difficiles du sud de l'Angola.

Ce milieu se présente comme une région aride et sablonneuse, marquée par un régime de pluies irrégulier. Les sociétés du sud de l'Angola étaient réparties en une grande diversité de peuples, distincts les uns des autres par leurs terroirs et l'importance variable qu'ils attachaient respectivement à l'agriculture et à l'élevage. La solidarité ethnique qui s'est affirmée entre les peuples de la région s'explique par une expérience historique commune. Expérience politique sous la forme d'États qui se développent à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Expérience économique aussi, dictée par les similitudes du milieu. On en vint en effet à couvrir d'un même nom, Ovambo, ces peuples, dont les plus nombreux sont les Kwanyama<sup>13</sup>, suivis de loin par les Ndongo, Kwambi, etc. Tous vivent dans le bassin du Cuvelai, dans un territoire limité par le Cunene et le Cubango (Okavango). C'est la crue du Cuvelai et l'inondation des savanes herbeuses qui ont permis aux Ovambo de vaincre la sécheresse et de donner aux parties occupées de la région cet aspect de jardin décrit par les voyageurs du XIX<sup>e</sup> siècle : les Ovambo y pratiquaient l'irrigation et, grâce à leurs élevages, la fumure des champs.

Tout comme dans d'autres régions denses, le passage à une agriculture plus intensive fut facilité par l'absorption d'immigrants, et notamment de

12. L'assimilation des dépendants est étudiée par L. de Sousberghe, 1961.

13. En 1845, le premier voyageur lettré de la région, B. J. Brochado, estimait leur nombre à 120 000.

captifs raziés au sud des hautes terres ovimbundu. Bien que certaines plantes américaines (arachides, haricots, un peu de maïs) eussent été connues, les variétés américaines n'avaient pas pénétré ici aussi profondément qu'au centre de l'Angola. Le millet et le sorgho étaient restés les cultures de base, résistant à la sécheresse. Le pouvoir était étroitement lié au système de production : « faiseur de pluie », le roi était aussi responsable de la répartition des terres et de l'organisation des travaux d'endiguement du fleuve et des autres travaux d'irrigation<sup>14</sup>.

Au terme de cette évolution, on peut affirmer que les anciennes inégalités dans la répartition du peuplement se sont probablement accentuées au XIX<sup>e</sup> siècle. L'existence d'un surplus, rendu possible par l'accroissement de la production agricole, a conduit à une croissance démographique assez rapide dans certaines zones comme l'Ovambo, l'Ovimbundu, le Luba ou, au Zaïre, toute la zone située autour du 5<sup>e</sup> parallèle sud, etc. Il en est résulté l'apparition de mouvements migratoires dans d'autres régions, phénomène encore renforcé par le jeu divers des facteurs économiques et sociaux. Tantôt les facteurs économiques ont encouragé l'essor de la cueillette, notamment la collecte de l'ivoire et de la cire par les Chokwe et, partant, la dispersion dans la forêt. Tantôt, comme cela s'est produit fréquemment dans les vallées, ils ont favorisé le regroupement d'une population composite dans des centres commerçants et des agglomérations. Cela nous amène à examiner, après la production, l'influence que le commerce et les échanges mondiaux ont exercée en Afrique centrale.

## L'Afrique centrale dans les flux et reflux de l'économie mondiale du XIX<sup>e</sup> siècle

Au cours des siècles qui ont vu l'établissement progressif d'un système où agriculture, élevage, pêche et cueillette formaient l'essentiel des activités de production, un secteur des échanges a toujours existé en Afrique centrale, occupant une place plus ou moins importante selon les circonstances historiques. En règle générale, la difficulté et le coût des transports ont longtemps limité les échanges à quelques grands produits précieux : sel, fer, biens de prestige (cuivre, étoffes de raphia, etc.), tandis que les produits agricoles n'étaient généralement pas transportés sur de grandes distances.

L'essor d'une économie marchande mondiale, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, a progressivement pesé sur l'organisation de la vie économique dans des régions de plus en plus étendues de l'Afrique centrale : de ce point de vue encore, le XIX<sup>e</sup> siècle s'inscrit dans une continuité, celle de rapports marchands inégaux avec le capitalisme commercial. Cependant, à partir des années 1850, un changement profond est amorcé. Le commerce des hommes cesse peu à peu de constituer l'essentiel des « exportations » de l'Afrique centrale vers

14. Le travail fondamental pour la région reste celui de C. Estermann, 1956-1961. Pour un bon état de la question au XIX<sup>e</sup> siècle, voir W. G. Clarence-Smith et R. Moorsom, 1975.

le reste du monde. On assiste en effet à une croissance des échanges portant sur de grands produits de l'économie de cueillette: ivoire, cire, copal, huile, café, etc. La progression de cette économie commerciale est indéniable: la valeur du mouvement commercial des ports angolais fut multipliée par sept entre 1844 et 1881; le chiffre d'affaires en espèces de la branche de Luanda du Banco Nacional Ultramarino fut multiplié par dix entre 1865 et 1876. Et cependant, au début des années 1870, la valeur des produits de cueillette exportés n'atteignait encore que le double des exportations d'esclaves dans les années 1820<sup>15</sup>.

L'ampleur de ces exportations de produits africains vers les marchés mondiaux dépendait de l'état des réseaux de communication et d'échange à l'intérieur du continent. Ces réseaux, leurs relais, leurs conventions commerciales, leurs monnaies d'échange entraînaient à leur tour l'apparition de grands espaces économiques sur la carte de l'Afrique centrale du XIX<sup>e</sup> siècle, «frontières» nouvelles qui recouvrent et remodelent les anciens espaces politiques et économiques de la région.

Ces espaces nouveaux sont dominés par les exigences des centres moteurs de l'économie mondiale du XIX<sup>e</sup> siècle: chacun de ces espaces dominés possède ses traditions historiques, ses caractéristiques politiques et sociales, mais chacun partage avec les autres ce trait commun qu'il transforme des aspects importants de l'ancienne organisation économique africaine, et la rattache de manière plus ou moins lâche à l'économie mondiale.

## Espaces économiques et réseaux commerciaux

On distingue quatre grands espaces économiques dans l'Afrique centrale des années 1800-1880. Deux d'entre eux sont caractérisés par le rôle important qu'y jouent des commerçants musulmans. Au nord-est de notre région, on trouve les avant-postes de commerçants du Caire, de la mer Rouge, de Khartoum, qui drainent le Baḥr al-Ghazāl et la région au sud de l'Uele. Ce réseau s'est développé à partir des expéditions commerciales et militaires que le pacha d'Égypte, Muḥammad 'Alī, avait lancées dans le Soudan et le Dārfūr. C'est vers 1850 que la pénétration égyptienne atteignit le Baḥr al-Ghazāl: là, les commerçants égyptiens, coptes, européens adoptèrent les techniques mises au point, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, par les colonnes des sultans du Dārfūr. Ils construisirent des *zeriba*, redoutes ou simples défenses d'épineux, qui leur servaient de points d'appui pendant les opérations de troc ou les razzias. Un voyageur européen, G. Schweinfurth, accompagna certains de ces commerçants dans les années 1870 et a laissé une documentation précieuse sur les royaumes zande et mangbetu, au moment de leurs premiers contacts réguliers avec le commerce soudanais.

15. Les statistiques économiques de l'Angola du XIX<sup>e</sup> siècle sont dispersées dans de nombreuses publications. Pour quelques données de base, voir R. J. Hammond, 1966, notamment p. 73-74, et la bibliographie de cet ouvrage.



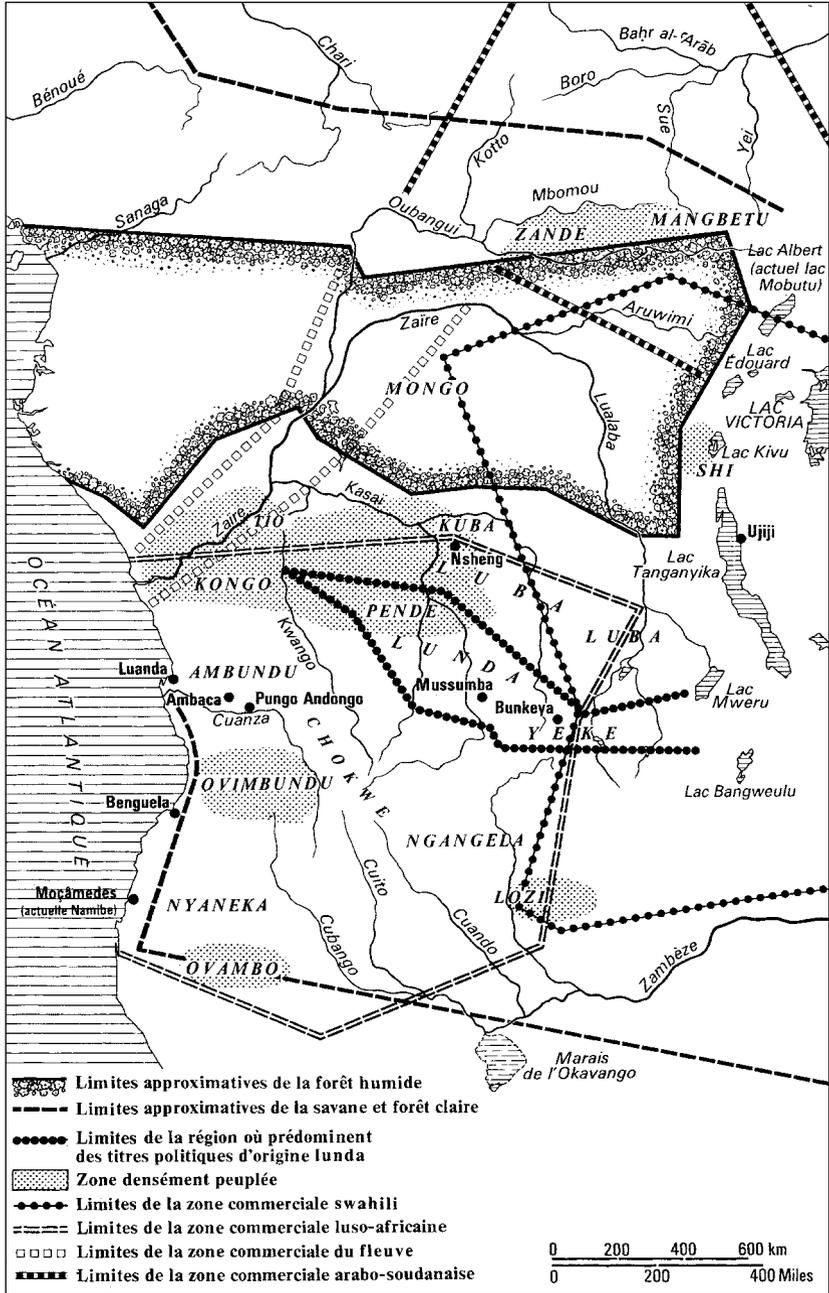
12.4. *Munza, roi des Mangbetu, en 1870.*  
 [Source: G. Schweinfurth, *The heart of Africa*, 1873, Sampson, Low, Marston, Low and Searl, Londres, vol. I, frontispice. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]



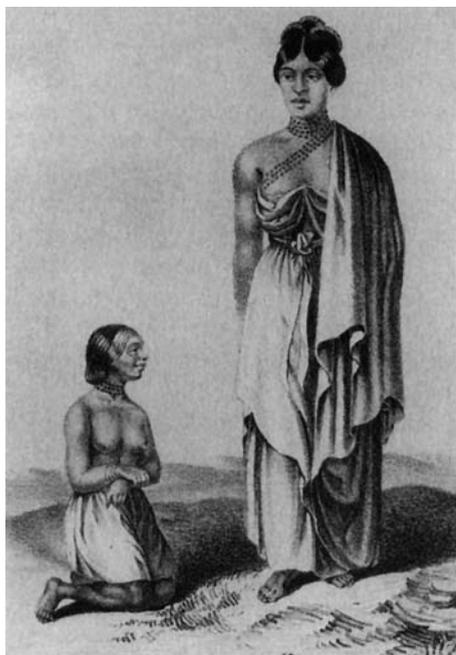
12.5. *Kazembe en 1831.*  
 [Source: A. C. P. Gamitto (trad. I. Cunnison), *King Kazembe*, 1960, Atica, Lisbonne. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Parmi les traits caractéristiques du réseau soudanais, il faut signaler des partages d'influence entre monopoles d'État et commerce privé; le recours méthodique à la force, grâce en particulier au recrutement de mercenaires locaux; une politique de développement de plantations commerciales (de coton, par exemple): ces objectifs et ces méthodes furent parmi les sources d'inspiration du roi des Belges, Léopold II, lorsqu'il entreprit de se tailler un empire commercial dans le bassin du Zaïre.

Depuis les années 1860, de vastes parties de l'Afrique centrale étaient incorporées dans un réseau commercial qui avait ses bases dans les ports et entrepôts de la côte swahili de l'océan Indien: Zanzibar, Bagamoyo, etc. Les itinéraires swahili pénétraient dans la région à l'est du Lomami par deux grands faisceaux de pistes: un «corridor» traversait l'Unyanyembe, au centre de la Tanzanie actuelle, et franchissait le lac Tanganyika, notamment à partir d'Ujiji. Une autre voie atteignait la région du Luapula-Moero à partir du lac Malawi, ou encore de la région sud-ouest de la Tanzanie.



12.6. L'Afrique centrale de l'Ouest: espaces commerciaux vers 1880 (d'après J.-L. Vellut).



12.7. *Femme de l'aristocratie kimbundu avec son esclave, dans les années 1850.*



12.8. *Guerrier kimbundu et femme de l'aristocratie dans les années 1850.*

[Source: L. Magyar, *Reisen in Sudafrika in den Jahren 1849 bis 1857, 1859*, Pest et Leipzig, vol. I. Illustrations reproduites avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Le réseau swahili s'était longtemps distingué par des petites caravanes, séjournant à la cour de chefs influents (le chef lunda Kazembe, par exemple). Dans les années 1870, cependant, on assiste à la naissance de principautés commerçantes: la plus célèbre fut celle de Tippu Tip, établie depuis 1875 à Kasongo, et qui domina le commerce de longue distance dans le Sankuru et l'« empire » luba. C'est grâce à la zone swahili que ce réseau devait devenir le premier point d'appui pour la pénétration coloniale dans la partie orientale de l'Afrique centrale.

Les deux autres réseaux qui s'étendaient sur l'Afrique centrale étaient ancrés sur les avant-postes marchands européens de la côte atlantique, soit centres portugais (Luanda, Benguela, Moçâmedes), soit factoreries hollandaises, françaises, anglaises, etc., dans le bas fleuve et le long de la côte nord de l'Angola. Cette dernière région était essentiellement alimentée par le commerce kongo, lui-même fondé sur les sociétés du Kwango-Kwilu, où se répandit le kikongo véhiculaire, le kituba, largement employé.

Le commerce fluvial se développa dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle supplantant les anciens itinéraires du commerce par voie de terre.

Les riverains du fleuve, particulièrement du confluent Oubangui-Zaïre, ou du Zaïre même, à hauteur de l'équateur, dominèrent sans partage le commerce par voie d'eau, car ils étaient les seuls à posséder et utiliser des pirogues. Ces différents groupes répandirent leur langue, le babangi, qui devint la *lingua franca* de la région de l'équateur et fut plus tard adopté dans la région par les colonisateurs. Ils établirent des centres commerciaux (Lukolela, par exemple), descendirent le fleuve jusqu'aux marchés tio du Pool, remontèrent les rivières de l'intérieur, se procurant de l'ivoire et des esclaves (surtout mongo), et introduisant dans les régions de la forêt humide des grands produits de traite jusqu'alors inconnus : fusils, anneaux de cuivre, nouvelles variétés culturales, etc. La traite, on l'a vu, a encouragé la formation de petits noyaux de population de captifs, réfugiés, etc., rassemblés autour d'un centre commercial sur les bords du fleuve, ou tout simplement auprès d'individus enrichis par le commerce<sup>16</sup> : c'est le cas de Ngaliema, ancien esclave enrichi, qui domine la région du Pool vers 1880. Lors de l'occupation coloniale, les postes d'État, factoreries et missions eurent recours aux mêmes procédés et se créèrent des agglomérations de captifs à l'image de celles des anciens piroguiers.

Le réseau luso-africain était le plus ancien et le plus complexe en Afrique centrale<sup>17</sup>. On peut suivre, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les variations de la carte de ses itinéraires. Dans la première partie du siècle, les principaux faisceaux de pistes ou « corridors » aboutissaient à Luanda et Benguela. Trois grandes régions économiques et culturelles étaient ancrées sur les voies d'accès menant à Luanda : la zone kongo et son réseau « mubire » (vili), par l'intermédiaire des seigneuries du Kwango (Holo notamment) et d'Encoge, poste fortifié angolais ; la zone des États lunda occidentaux, soit par l'intermédiaire des Imbangala de Cassange et d'un autre avant-poste angolais, Ambaca, soit encore par la région songo et pungo andongo ; enfin, la région ovimbundu, en relations régulières avec Pungo Andongo et les autres postes angolais de la vallée du Kwanza. Une autre voie reliait les hautes terres ovimbundu à la côte : il s'agit des itinéraires menant à Caconda et Benguela. Par ce « corridor », les commerçants pénétraient au sud et à l'est, dans les régions nyaneka, nkumbi, ganguela. Dans les années 1840, les royaumes luyi et lunda furent également incorporés à ce réseau.

Au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le réseau prit une ampleur nouvelle. Les habitants de la région d'Ambaca, ou Ambaquistas, commencèrent à fréquenter la *musumba* du *mwant yaw*, surtout sous le règne de Muteba. Ils eurent recours à une voie directe, évitant Cassange, à partir du nouveau poste portugais de Malanje (1857). Les commerçants de ce poste établirent bientôt un relais à proximité d'une seigneurie lunda,

16. L'expression « grand commerce du fleuve » est due à G. Sautter, qui en a donné une première esquisse. Travaux plus récents : J. Vansina, 1973 ; R. Tonnoir, 1970 ; et le commentaire de B. Jewsiewicki, *L'administration coloniale et la tradition* ; à propos de Giribuma, voir R. Tonnoir, 1974. Voir aussi G. Hulstaert, 1976.

17. J.-L. Vellut, 1972.



12.9. Défense d'éléphant sculptée, du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, provenant de la côte de Loango, au Congo/Angola, et représentant des scènes de commerce et des Européens.  
[Source: J. Vansina, *Art history in Africa*, 1974, Longman, Londres. © The Walters Art Gallery, Baltimore.]

Kimbundu, à mi-chemin sur la voie de la *mussumba*. Avec le déclin du commerce tributaire lunda, et dans le sillage de l'expansion chokwe, les *Ambaquistas* ouvrirent des itinéraires vers la vallée du Lulua, dans la région luba, et ils atteignirent les marchés de la périphérie kuba. Là, ils entrèrent en concurrence avec les caravanes ovimbundu qui, dans les années 1870, contournaient l'État lunda de la Kalagne et commerçaient avec les États luba, y achetant des esclaves qu'ils allaient ensuite négocier chez les Kuba, grands fournisseurs d'ivoire.

On peut établir une hiérarchie des centres commerciaux des grands espaces économiques dessinés par l'économie de traite, suivant la complexité et la diversité des fonctions qu'ils remplissaient au sein de l'économie dominante : crédits aux commerçants, entreposage, conditionnement, armement d'expéditions commerciales, etc. Luanda, suivie de Benguela et, dans la seconde moitié du siècle, Moçâmedes concentraient les opérations les plus complexes et étaient le siège des principales firmes commerciales. La Luanda du XIX<sup>e</sup> siècle possédait les traits architecturaux et les institutions caractéristiques des villes portugaises des tropiques, du Brésil, d'Afrique ou d'Inde. Mais elle était aussi une ville originale où l'élément portugais était souvent dominé par la culture créole et africaine. Ici, les fortunes se faisaient et se défaisaient rapidement. Un visiteur des années 1840 a décrit le bal du gouverneur, où l'on rencontrait une femme parée d'or et de bijoux venue à Luanda comme esclave, un homme qui était sur la côte comme prisonnier à bord d'un navire négrier, un autre dont l'enfance s'était passée dans les ruelles des faubourgs populeux de Lisbonne<sup>18</sup>.

Vers 1850, parmi les postes angolais de l'intérieur, rien n'approchait des quelque 6 à 10 000 habitants de Luanda. Sur les « corridors » de l'intérieur, on distinguait plusieurs relais principaux où s'effectuaient les ruptures de charge, où l'on recrutait de nouveaux porteurs et où s'organisait une part importante du crédit, etc. C'est dans ces petits centres que se rassemblaient la plupart des rares Européens et des Métis commerçant dans l'intérieur. Dans l'hinterland de Luanda, on remarquait surtout Dondo, centre du commerce avec la rive gauche du Kwanza, mais qui prit de l'importance durant les cycles du café et du caoutchouc, et Pungo Andongo : ce dernier point occupait une position clef, point de départ des commerçants pour la région des seigneuries lunda, et nœud des communications par voie de terre entre Benguela et Luanda<sup>19</sup>. Au sud, Caconda occupait une position semblable, orientée cette fois vers les peuples du sud des hautes terres ovimbundu aussi bien que vers le Bié. Ce dernier royaume était un important centre secondaire du réseau, où les porteurs étaient remplacés, les marchandises achetées et les crédits négociés. On y trouvait une colonie luso-africaine d'une centaine de personnes dont le plus grand nombre était d'origine africaine ou métis (Mbundu de Golungo, *Ambaquistas*, « Mambari » du Bié, etc.).

18. Le médecin allemand G. Tams, qui visita Luanda en 1841, cité par A. Stamm, 1972.

19. J. C. Feo Cardozo, 1825, p. 355.

Enfin, dans ce réseau d'économie tributaire, des centres tels que la *mussumba*, Bunkeya, les capitales des petites seigneuries ou les marchés des sociétés non centralisées constituaient les terminus du système et étaient le siège d'intenses transactions.

Pareil système était caractérisé par les contrastes qui se creusaient entre les zones qui monopolisaient les opérations rentables — centralisation de quantités importantes de produits, manutention, commercialisation — et celles où les possibilités d'accumulation étaient plus réduites. Les régions privilégiées présentaient un aspect bien différent des autres : les armes, les étoffes, les esclaves domestiques étaient nombreux dans les premières, rares chez les autres. Nous verrons qu'aux périodes de récession économique ont correspondu des efforts portugais pour monopoliser les bénéfices du réseau en éliminant les « intermédiaires » africains. En revanche, durant les périodes de croissance commerciale, l'essentiel du commerce de l'intérieur était mené par les Africains.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, le réseau a dû s'adapter à quelques grands cycles commerciaux. Jusque dans les années 1840, c'est le cycle des esclaves qui a dominé, et de loin, l'activité commerciale luso-africaine. En fait, cette dernière flambée fut la plus désastreuse dans l'histoire de la traite angolaise. On estime à un total oscillant entre 15 et 20 000 le nombre d'esclaves exportés annuellement des ports d'Afrique centrale (de la côte de Loango jusqu'au sud de l'Angola) dans les années 1780-1830. Le principal importateur était le Brésil, et le principal fournisseur l'Angola. Au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est la main-d'œuvre servile angolaise qui permit l'expansion de l'économie caféière de Rio de Janeiro et São Paulo.



12.10. Une caravane de marchands ovimbundu pendant une halte.

[Source : F. S. Arnot, *Bihe and Gavengaze*, 1893, J. E. Hawkins and Co. Ltd. Photo reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Dans l'ensemble, la traite atlantique, même clandestine, s'éteignit au cours des années 1850, sauf cependant dans la région du bas fleuve où elle subsista, en dehors du contrôle portugais, jusqu'à la disparition des derniers marchés esclavagistes d'Amérique latine, vers la fin des années 1860.

Pendant le reste du XIX<sup>e</sup> siècle, les exportations de l'Angola se limitèrent à quelques produits agricoles (café, sucre) ou surtout de chasse et de cueillette, principalement la cire et l'ivoire. Toutefois, dans le dernier tiers du siècle, le café de cueillette, le copal, l'huile de palme et bientôt surtout le caoutchouc des herbes vinrent diversifier l'inventaire des exportations des produits de cueillette.

Changeant les conditions de l'accumulation de richesses, le développement des grands espaces économiques africains a aussi entraîné une aggravation de l'oppression sociale. Comme dans la région du fleuve, comme dans les zones arabe ou swahili, la zone luso-africaine a provoqué le développement d'un secteur de production esclavagiste. Certes, les économies tributaires de la savane connaissaient l'existence de pareil secteur : les champs des principaux titres politiques de la *mussumba*, par exemple, étaient cultivés par une main-d'œuvre servile. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'accumulation de captifs par certains groupes privilégiés est cependant souvent allée de pair avec l'essor d'un secteur des échanges lié au marché davantage qu'au tribut. On a vu le rôle que les « esclaves domestiques » ont joué dans l'expansion démographique et agricole de certaines sociétés de la région (Kongo, Ovimbundu, Ovambo, etc.).

Dans la société coloniale angolaise également, le secteur esclavagiste a été lié à l'économie capitaliste marchande, et il a pris une importance assez considérable dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Malgré certaines nuances juridiques — l'esclavage fut formellement supprimé en Angola en 1878 —, c'est bien un secteur esclavagiste qui fut à la base de l'essor de la production de coton, de café de plantation et surtout de canne à sucre : à la fin de notre période, c'est la canne à sucre angolaise, distillée, qui donna l'eau-de-vie essentielle aux échanges du *sertão*. C'est encore la main-d'œuvre servile qui a alimenté le marché du travail suscité par les débuts de l'implantation blanche dans les régions situées au sud des hautes terres ovimbundu.

## L'impérialisme portugais en Angola

L'existence de grands espaces commerciaux en Afrique centrale et la nature de leurs liens avec l'économie mondiale sont la clé de l'histoire de l'impérialisme, au XIX<sup>e</sup> siècle, dans cette région. À cette période en effet, il ne s'agit pas encore d'impérialisme financier, en Afrique centrale du moins, mais bien de formes nouvelles de l'impérialisme commercial. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, on distingue quelques grandes phases d'expansion et de contraction des possessions portugaises en Angola : ces mouvements trahissent les hésitations des gouvernants portugais de la colonie entre deux modèles d'hégémonie sur les économies commerciales africaines.

Soit que ce nouvel impérialisme portugais se soit présenté comme une domination purement commerciale, avec une occupation administrative et militaire réduite au minimum, et avec comme seul but affiché celui de faire circuler les biens, en collaboration avec un secteur marchand africain actif et étendu. Soit qu'il se fût agi d'insérer les colonies d'Afrique dans l'espace économique du Portugal, en protégeant le commerce national, mais aussi, et peut-être surtout, en fournissant un marché aux premières industries portugaises. Cette fois, il était question de développer l'occupation, de réduire le rôle des intermédiaires africains et d'encourager les marchands coloniaux, de diversifier la production des matières premières de la colonie, d'assurer un marché aux nouvelles manufactures de la métropole, notamment grâce à une politique d'unification politique et administrative entre le Portugal et ses « provinces » d'Afrique. C'est dans le même contexte d'assimilation que s'inscrit la tendance au soutien des « colons blancs » dans le sud de l'Angola.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, ces deux tendances, soit vers la contraction, soit au contraire vers l'expansion territoriale, se sont succédé dans un mouvement de balancier. C'est qu'elles ont été liées aux conjonctures économiques et aux transformations structurelles de l'économie portugaise. Certes, les événements ont joué leur rôle (les revers militaires infligés par les Africains aux Portugais aident à comprendre le reflux de l'occupation coloniale dans les années 1862-1872). Les personnalités jouent également un rôle important: tel gouverneur est associé à une politique agressive et d'occupation maximale, tel autre est associé au repli sur les postes côtiers. Ces facteurs ne prennent toutefois leur signification que placés dans le contexte des mouvements de l'économie mondiale, tels surtout qu'ils ont affecté l'économie portugaise: l'impérialisme portugais n'a pas échappé aux règles communes de l'expansion coloniale du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>20</sup>.

C'est ainsi que la détermination des protectionnistes, soucieux d'unir le Portugal et ses colonies dans un espace économique indépendant des grandes puissances industrielles, se traduit par les premières tentatives de colonisation blanche dans le sud de l'Angola (et d'abord sur la côte, à Moçâmedes, et dans le pays nyaneka, à Huila). C'est encore l'esprit de conquête qui l'emporte dans les années 1850, qui voient des efforts soutenus de la part des Portugais pour occuper le terrain et éliminer la concurrence commerciale africaine, surtout celle des Imbangala et des Kongo. Ce n'est que vers 1860 qu'un renversement s'amorce, tandis qu'on est entré depuis quelques années en pleine période d'essor commercial. Une politique de retrait portugais se généralise alors: durant les années 1862-1875, on assiste à un reflux, ponctué par des défaites militaires portugaises (à Cassange en 1862, chez les Dembo en 1871-1872) que le gouvernement de Luanda renonce à venger. Au début des années 1870, le recul est général: l'Angola colonial s'est replié sur son lit-

20. Cette opinion n'est pas acceptée par D. L. Wheeler et R. Péliissier, 1971, p.51-83: ces auteurs donnent une explication purement politique des flux et reflux de la pénétration portugaise en Angola. Cette même ligne est adoptée par R. J. Hammond, 1969.

total, tandis que dans le *sertão* le commerce s'est rapidement africanisé. Ainsi Silva Porto, le grand *sertanejo* du Bié, perd toute sa fortune à cette époque, victime de la concurrence des commerçants ovimbundu. L'Angola connaît à ce moment-là une rapide croissance commerciale: entre 1867 et 1873, le tonnage à la descente du Kwanza, depuis Dondo, est multiplié par sept.

Mais bientôt, la colonie portugaise s'engage dans une nouvelle phase d'expansion territoriale. Dès 1873, on était entré dans une période de contraction économique mondiale, et la concurrence commençait à se faire vive parmi les puissances étrangères pour mettre la main sur une part du « gâteau africain »<sup>21</sup>. En Angola même, cette période s'était ouverte par une récession profonde due à une sécheresse prolongée et à une crise du crédit (1874-1876). C'est cependant aussi le moment des premiers travaux pour la construction du chemin de fer de Luanda vers l'intérieur, des tentatives pour résoudre par des accords diplomatiques les menaces que font peser les nouveaux venus en Afrique centrale. C'est aussi le moment des premières expéditions d'« explorateurs » portugais, lancés dans le sillage des voyageurs allemands, anglais, etc., qui se succèdent à Luanda et dans l'intérieur. L'histoire de l'Afrique centrale approchait d'un tournant décisif.

## Pouvoir et société en Afrique centrale (vers 1800-1880)

Dans l'Afrique centrale du XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire politique et sociale s'inscrit d'abord dans une tradition ancienne. Aussi loin que la documentation orale et écrite permette de remonter, on voit que les sociétés de la région ont hésité entre deux modèles de pouvoir: celui, hiérarchisé, défini, tributaire, des royaumes ou, à l'autre extrême, celui, plus égalitaire et plus informel, du gouvernement par des conseils d'anciens ou de notables<sup>22</sup>.

Ces deux modèles étaient complémentaires et, dans la pratique, il existait une grande variété de situations intermédiaires, hésitations et compromis divers. Les exigences du milieu et des activités économiques, aussi bien que des circonstances historiques et même de personnes, ont favorisé un type d'organisation se rapprochant tantôt du modèle royal (avec ses qualités d'ordre, de sécurité), tantôt de l'idéal démocratique, plus souple, moins contraignant.

À l'époque qui nous intéresse ici, on rencontrait en Afrique centrale certains exemples de systèmes administratifs caractérisés par une hiérarchie stable et permanente, et capables de regrouper une population assez nombreuse dans des centres ou capitales. Ces cas ne sont cependant pas les plus répandus, car seule une conjonction de plusieurs facteurs pouvait permettre l'ascension d'un titre politique et la constitution d'un État. Fondement matériel de l'organisation étatique, l'économie tributaire supposait l'existence

21. L'expression est de Léopold II; elle est citée notamment par J. Stengers, 1962, p. 490.

22. Pour de solides analyses de la notion de pouvoir dans deux sociétés des savanes de l'Ouest, les Kongo et les Tio, voir les études respectives de W. McGaffey, 1970, et J. Vansina, 1973.



12.11. Statue chokwe représentant Chibinda Ilunga, le fondateur légendaire de l'Empire lunda. Œuvre datant probablement du XIX<sup>e</sup> siècle.

[Source: J. Vansina, *Art history in Africa*, 1984, Longman, Londres. © Museum für Völkerkunde, Berlin.]

d'un secteur agricole assez développé. L'agriculture n'offrait cependant que des possibilités assez réduites d'accumulation. Les redevances imposées sur la production de sel, de cuivre et de fer ont pourtant favorisé un niveau d'appropriation plus élevé. Il en va de même du tribut prélevé par la guerre et les razzias. Le tribut était, enfin, perçu sur le secteur des échanges: le pouvoir des chefs s'appuyait ainsi sur l'existence de marchés, de réseaux d'échange et de communication qui permettaient l'imposition de monopoles ou de diverses formes de taxation et autres péages.

La croissance ou la régression de l'un ou l'autre de ces secteurs aide à comprendre l'essor, ou au contraire l'érosion du pouvoir des États ou seigneuries au XIX<sup>e</sup> siècle, aussi bien que lors des époques antérieures. Ce qui distingue le XIX<sup>e</sup> siècle, c'est une grande mobilité sociale qui permet un accès rapide à d'anciens rôles de chefs, ou qui favorise tout simplement l'entreprise de certains individus, tantôt au sein des pouvoirs monarchiques, tantôt par les filières des clans et lignages. Les monopoles, les tributs ne réussissent pas à contrôler les échanges en expansion: à travers le XIX<sup>e</sup> siècle, l'essor du commerce s'opéra souvent au détriment du pouvoir matériel des aristocraties de titres politiques.

En dehors de ses aspects matériels, le pouvoir possédait cependant aussi des aspects rituels, représentés par les insignes ou les charmes contre les ennemis intérieurs et extérieurs: quelle fut l'évolution des pouvoirs rituels et mystiques dans une période marquée par les rapides retournements de fortune dans le domaine militaire et économique? Tant que cette histoire ne sera pas écrite, la compréhension de l'histoire de la région restera partielle et dominée par une problématique insensible aux aspirations profondes des anciennes sociétés d'Afrique centrale.

## Sociétés étatiques

D'anciens royaumes ont survécu à travers les tourmentes du XIX<sup>e</sup> siècle. Il en est ainsi de l'État lunda de la Kalagne. Cet État atteignit son apogée dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, avant d'entrer dans une période de déclin à partir des années 1870. À l'origine, la Kalagne avait été associée à une zone de population dense qui ne dépassait guère un territoire situé à l'est du Lulua, entre les 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> degrés de latitude sud et les 23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> degrés de longitude est. D'abord concentrée le long des cours d'eau, en particulier de la Kalagne, la population lunda envoya des émigrants dans les régions avoisinantes au cours des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles; ces émigrations ont par la suite abouti à des entités politiques; mais elles s'expliquent aussi par la volonté d'échapper aux réquisitions de captifs par les chefs. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, cela est notamment à l'origine du peuplement lunda, au sud de l'État de la Kalagne, dans les régions chokwe et luval.

Le principal titre lunda était celui de *mwant yaw*. Ce titre était originaire de la vallée de la Kalagne et, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle au plus tard, il fut au

cœur d'un réseau politique auquel se rattachaient, suivant le langage symbolique de la parenté perpétuelle, de nombreuses seigneuries lunda, entre le Kwango à l'ouest et le Luapula à l'est.

Parmi les règnes importants de la dynastie de la Kalagne, il faut signaler, au XIX<sup>e</sup> siècle, celui de Nawej (vers 1820-1852). Son règne vit un renforcement du pouvoir du *mwant yaw* : Nawej était redouté pour ses vengeances et pour les tributs forcés qu'il tirait des seigneurs indociles, soit par la force des armes, soit aussi par l'utilisation sans scrupule des services des féticheurs. En ce qui concerne la chasse, Nawej préféra toujours se servir d'arcs et de flèches. C'est cependant sous son règne que les guerriers lunda se mirent à utiliser les armes à feu provenant d'Angola (*lazarinas*). À son invitation, les chasseurs chokwe commencèrent à fréquenter le territoire lunda, se servant d'armes à feu et repoussant peu à peu les éléphants vers le nord. Des Chokwe visitèrent la capitale vers 1840, apportant des armes à feu et de la poudre, et certains s'établirent en pays lunda. Nawej s'efforça de maintenir une bonne entente entre les deux peuples, mais en vain, car les rivalités entre titres lunda et chokwe ne tardèrent pas à se manifester.

Les Imbangala de Cassange avaient certes commencé à fréquenter la *mussumba* dès les débuts de la dynastie des *Mwant yaw* : le règne de Nawej est cependant resté marqué par l'essor du commerce de longue distance, toujours avec les Imbangala, mais bientôt aussi avec les Ovimbundu et les « Mambari ». On évoquait encore, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les caravanes envoyées pour le compte de la riche commerçante de Luanda, Dona Ana Joaquina (Na Andembo); le souvenir était ausssi resté vivace des caravanes royales dépêchées par Nawej à Luanda, chez Dona Ana, ou au *jaga* de Cassange.

Nawej jouissait cependant d'une mauvaise réputation chez les commerçants qui lui reprochaient des délais interminables dans le recouvrement de leurs créances. Tout prétexte lui était bon pour opérer des saisies. Ses descendants directs étaient fort nombreux, et bientôt les prétendants au trône murmurèrent que Nawej avait assez joui de l'État, et que le tour des plus jeunes était venu. Au cours d'une maladie, il mourut, étouffé par son frère Mulaj, qui lui déroba le bracelet — insigne du pouvoir (*lukano*) — et fut reconnu comme *mwant yaw*. Les années suivantes furent dominées par des luttes intestines, provisoirement calmées par le long règne de Muteba (vers 1857-1873) : ces années paisibles virent les grandes caravanes séjourner pendant la saison des pluies à la *mussumba* et être bien traitées par le *mwant yaw*.

À partir du règne du *mwant yaw* Muteba, la *mussumba* a abrité des colonies de voyageurs mbundu : le fondateur de la première colonie de ces *Ambaquistas* fut Lourenço Bezerra, connu chez les Lunda sous le sobriquet de Lufuma (vers 1850-1883). Originaire du Golungo, il se fixa à la *mussumba* vers 1850 et il passa une trentaine d'années à la cour du *mwant yaw*, profitant longtemps des bonnes dispositions de Muteba à l'endroit des commerçants angolais. La colonie de Lufuma s'installa, en 1869, aux abords immédiats de Luambata, la nouvelle *mussumba* de Muteba, et introduisit l'agriculture et l'élevage mbundu dans la région. Le *mwant yaw* lui-même suivait de près

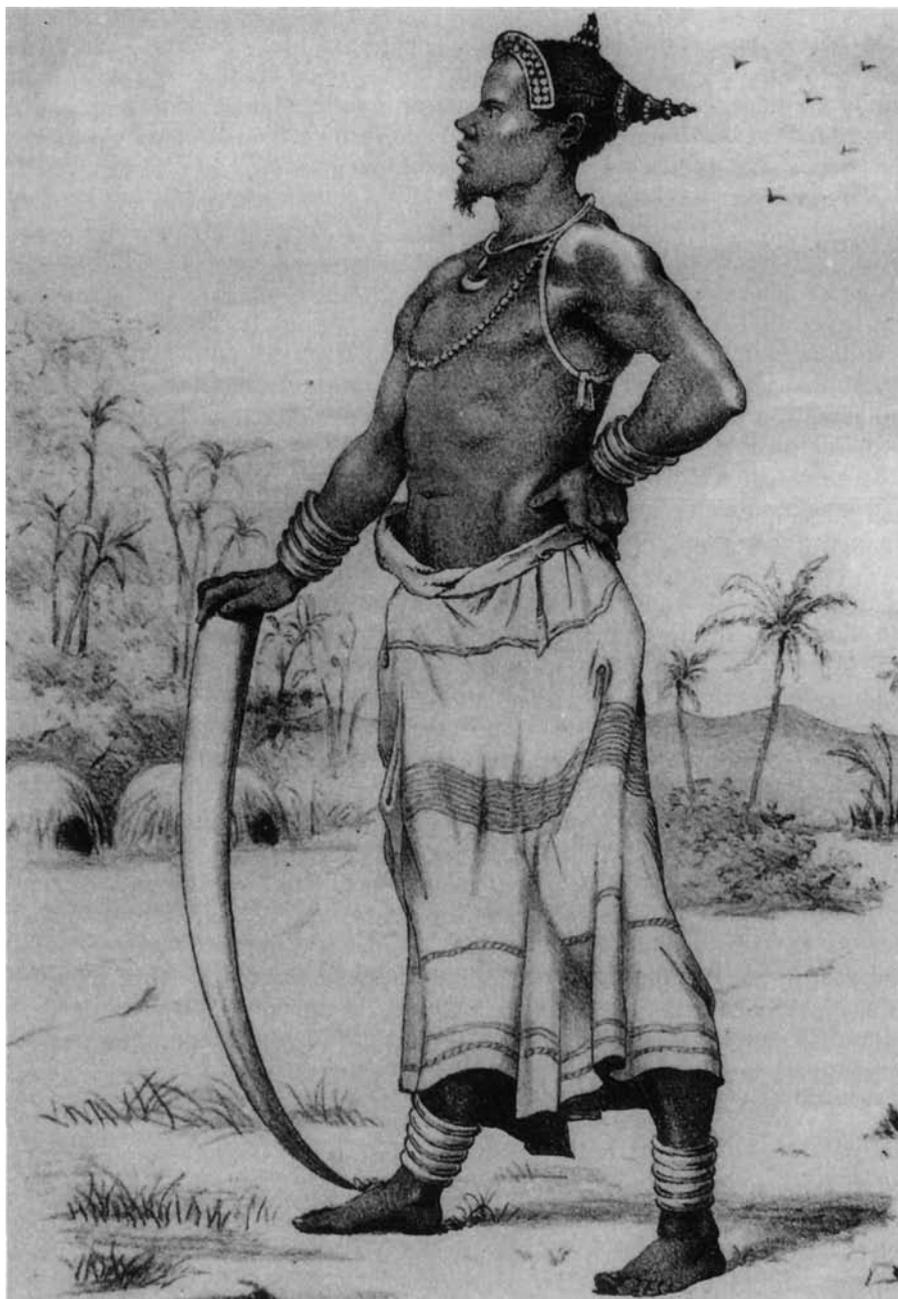
la culture de ces champs, qui alliaient des apports brésiliens et portugais (riz, tabac, maïs, etc.) au fonds africain. Les Angolais de Luambata devinrent aussi artisans (feronniers, tisserands, potiers, scribes, etc.). La colonie pratiquait le commerce tributaire, parallèlement à celui des notables lunda : aucune transaction ne pouvait avoir lieu sans l'intervention de Lufuma. Au fil des années, celui-ci s'était constitué une clientèle de captifs, esclaves rachetés, etc., qui, en 1882, l'accompagnèrent lors de son retour définitif dans la région de Malanje. Dans les années 1850-1880, la colonie fut ainsi un point d'appui essentiel du commerce régi par les titres aristocratiques de la cour lunda et par des entrepreneurs angolais, ancrés dans le pays par de nombreux liens matrimoniaux et pratiquant eux-mêmes le commerce tributaire qui était bien connu dans la région. Lufuma était devenu en fait un titre lunda, comme le montre le rôle qu'il joua dans la vie de la cour : par exemple, ce fut lui qui organisa les funérailles de la *lukonkesh* du *mwant yaw* Muteba.

Dans les années 1870, l'expansion chokwe se poursuivit : fuyant leurs villages et leurs chefs sous prétexte de sorcellerie, liés à l'économie de cueillette, cherchant la cire et l'ivoire et bientôt le caoutchouc, incorporant des captifs, femmes et jeunes gens, dans les lignages patrilinéaires, les Chokwe furent bientôt assez puissants pour éclipser le pouvoir des chefs lunda de la région entre les fleuves Tshikapa et Kasai. Dans cette région, les villages et les seigneuries lunda se dispersèrent : c'est une période de décadence pour l'ancien pouvoir aristocratique lunda. Ce courant fut renforcé par les dissensions au sein de la *mussumba* ; un chef important, Shanam, fit alliance avec les Chokwe et conquit le pouvoir grâce à eux. Le règne de ce *mwant yaw* (il prit le nom de Mbumba) fut sanglant. Il continua à utiliser les Chokwe pour faire peser une menace sur les feudataires lunda. Après sa mort (1883), les Chokwe voulurent le venger. Leurs guerriers réussirent à obtenir le *lukano* pour Mushidi, un fils de Mbumba élevé par une famille adoptive chokwe.

## Seigneuries : les pouvoirs fragmentés

Malgré les profondes transformations sociales que connut la région lunda-chokwe dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, les aristocraties lunda ne s'effacèrent pas complètement. Ailleurs, des États se fragmentèrent suivant des variantes, soit que d'anciens États centralisés se soient transformés en réseaux de seigneuries unies informellement les unes aux autres, mais sans être soumises à un centre commun ; soit encore que la décentralisation ait été très poussée, voire même que l'on ait marché vers la disparition du pouvoir des chefs.

Le sud des hautes terres ovimbundu, en Angola, peut être rattaché à la catégorie des réseaux de grosses seigneuries. Ce plateau est dominé par un groupe culturel que l'on rassemble sous la dénomination Nyaneka-Nkumbi, lui-même divisé en plusieurs groupes ethniques : Nyaneka, Otyilenge, Nkumbi, etc. Au XIX<sup>e</sup> siècle, certaines des seigneuries de la région



12.12. *Le mwant yav Mbumba.*

[Source: P. Pogge, *Im Reiche des Mwata Jamvo*, 1880, Berlin. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

représentaient les vestiges d'anciens royaumes. C'est le cas de Mwila, royaume nyaneka qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, dominait toute la région de Huíla et qui se disloqua vers la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ; à ce moment, en effet, Jau se sépara de Mwila, pour se fragmenter bientôt à son tour. Mwila était entré au XVIII<sup>e</sup> siècle en relation avec Caconda et l'Angola portugais. La région était la plus peuplée du pays nyaneka, et les Portugais tentèrent à plusieurs reprises d'y installer des colons blancs dans les années 1840, au prix de nombreux affrontements militaires. Les seigneuries nyaneka (surtout Mwila, et plus tard Ngambwe) devinrent des centres commerciaux pour la cire, l'ivoire, le bétail, desservant tout le sud de l'Angola au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Bien que le secteur marchand ait joué un rôle dans la fragmentation politique de la région, les razzias et rapines diverses ont souvent fourni l'occasion immédiate de l'ascension d'aventuriers ou de nouveaux venus. À partir des années 1840, la région fut en effet parcourue en tous sens, parfois les armes à la main, par des commerçants et des chefs de guerre qui établirent de petites places fortes pour leur clientèle de captifs (*serviçais*), réfugiés, aventuriers, etc. ; là, derrière des enclos d'épineux, hommes et bêtes étaient à l'abri de la violence.

À travers la vaste région qui s'étend entre le Lomami, le Lualaba et la rive occidentale du lac Tanganyika, c'est également une image de fragmentation que donne l'« empire » luba. Durant sa période d'expansion maximale, pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le pouvoir militaire de l'État luba le plus prestigieux (celui du *mulopwe* avec sa capitale, *kitenta*, et sa cour) s'est exercé sur de nombreuses seigneuries qui, pour la plupart, participaient déjà à la notion luba du pouvoir (le *bulopwe*), privilège des chefs possédant le sang royal des fondateurs (Kongolo et Kalala Ilunga).

Cette construction se révéla éphémère et fortement soumise aux fluctuations de la fortune militaire des différents titres politiques. Sous le règne du *mulopwe* Kasongo Kalombo (vers 1870-1880), cet édifice politique commença à s'effriter sous la pression notamment des caravanes de commerçants provenant de la zone swahili ou d'Angola. La pénétration commerciale ne fit qu'attiser les dissensions entre chefs politiques eux-mêmes, et entre ceux-ci et les chefs des lignages possédant les terres et les domaines. À la fin de notre période, seigneuries et États luba jouissaient d'une autonomie presque complète<sup>23</sup>.

## Aventuriers, commerçants, condottieri : les nouveaux pouvoirs

Le pouvoir du *bulopwe* est l'un des plus anciens et des plus prestigieux de l'histoire des sociétés de la savane. Ailleurs dans cette région, on

23. Des administrateurs coloniaux, acquis aux théories de l'administration indirecte et soucieux de « reconstituer » en plein XX<sup>e</sup> siècle de supposés empires disparus, ont eu tendance à surestimer le degré de centralisation existant dans les États luba. Pour un état de la question, voir A. Wilson, 1972.

assiste à la prolifération au XIX<sup>e</sup> siècle des titres de chefs et à l'apparition de nouvelles formes de pouvoir. Soit que le rôle de chef soit tombé en désuétude (par exemple, chez certains groupes kongo ou mbundu), soit que le développement des échanges ait entraîné une polarisation autour de groupes ou d'individus entreprenants. Il en existe des exemples dans toutes les sociétés d'Afrique centrale, qu'elles soient ou non dotées d'un chef. Ainsi, dans la forêt humide de la cuvette centrale, des commerçants sont parvenus à accumuler esclaves, armes, cuivre, etc.; il s'agit généralement de piroguiers, riverains du fleuve, enrichis par le commerce de traite. Ainsi, l'histoire du royaume de Msiri commence par des expéditions commerciales.

Vers la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, des voyageurs sumbwa, originaires de la Tanzanie actuelle, vinrent traiter avec les chefs lunda, luba, aushi, etc., de la vallée du Luapula et des régions avoisinantes. Ces commerçants étaient attirés par l'ivoire, abondant dans la région, et par le cuivre, traité à l'ouest du royaume de Kazembe. Ngalengwa Mwenda, fils d'un de ces voyageurs, et qui avait accompagné son père dans ses expéditions, vint s'installer vers 1855 dans le pays du chef Katanga, un des principaux centres producteurs de cuivre où se trouvait une agglomération importante pour la région<sup>24</sup>. C'est l'époque où des expéditions commerciales arabes, swahili, nyamwezi et ovimbundu se multipliaient dans la région, l'objectif étant de développer le commerce du cuivre, de l'ivoire et des esclaves.

Mwenda fut sans doute le plus célèbre de ces commerçants qui surent tirer parti des divisions au sein des clans régnants et purent s'appuyer sur des troupes suffisamment nombreuses et bien armées pour s'établir dans une région, attirer une population dans une capitale, asseoir leur pouvoir sur un réseau de clientèle comprenant des hommes de confiance, des compagnons d'aventure, des parents, des titres politiques locaux, ou tout simplement des individus entreprenants de toute origine. Après son installation auprès de Katanga, Mwenda commença à prêter ses services à des factions politiques opposées. Bénéficiant de l'aide de commerçants ovimbundu, il s'immisça dans les querelles entre chefs sanga, luba, lunda, etc. de la région. Ses plus grands succès provinrent de sa participation aux querelles entre prétendants au trône de Kazembe. Ici encore, les armes du Bié jouèrent un grand rôle et facilitèrent son ascension.

En 1880, il avait réussi à créer son propre État; il prit le titre et les insignes de *mwami*, qui étaient connus dans sa région d'origine, et établit sa capitale à Bunkeya, dans la vallée de la Lufira. À l'époque, les chefs de la région étaient le plus souvent associés au pouvoir du *mwant yaw* (Lunda) ou du *mulopwe* (Luba). Mwenda réussit à en incorporer un grand nombre dans son empire et à leur faire accepter ses insignes (*kilungu*). Bunkeya devint un centre important, fréquenté par tous ceux qui cherchaient fortune auprès de Mwenda. Celui-ci fut désormais connu sous le nom de Msiri, qui semble

24. Un voyageur arabe, Sa'īd ibn Habīb, a décrit ce centre au milieu du siècle: la population y était plus nombreuse qu'à la capitale de Kazembe; les vivres commercialisés abondaient; le coton local y était filé pour la fabrication des vêtements. Cité par F. Bontinek, 1974, p. 12.

avoir une origine locale, dérivé de *mushidi* (signifiant « terre » en sanga et en luba), le propriétaire de la terre.

Parmi les femmes les plus proches de Msiri, on compta un moment une jeune Swahili des environs de Pweto et deux Métisses d'Angola: cela symbolise le rôle joué par le royaume de Msiri dans les réseaux commerciaux. Garanganja des Angolais, Katanga des Swahili, il devint la plaque tournante du commerce de l'Afrique centrale, de Zanzibar à Benguela, du pays luba aux avant-postes portugais du Mozambique, ou arabes du lac Malawi.

Chef redouté, enfant de son époque, Msiri sut se montrer munificent, mais aussi implacable; et en cela, il répondait au stéréotype du chef ou de l'aristocrate. Parfois il fut cruel. Ce fut d'ailleurs l'exécution d'une de ses femmes, Masengo, qui fournit le prétexte de la longue révolte des Sanga contre l'État yeke; ce soulèvement ne prit fin qu'après la mort de Msiri<sup>25</sup> et grâce aux armes du pouvoir colonial.

## Conclusion

Au terme de cet exposé rapide, peut-on avancer quelques conclusions? L'histoire économique de l'Afrique centrale au XIX<sup>e</sup> siècle semble proposer un début de réponse. En effet, les conditions de l'accumulation de richesses et de dépendants changent au XIX<sup>e</sup> siècle, grâce à la constitution de zones de densité plus marquées, grâce à des progrès dans la productivité agricole et même artisanale, grâce aussi à l'essor de certains secteurs de la vie économique. Il en est ainsi du secteur des échanges, en perpétuel mouvement suivant les conjonctures et les grands produits échangés. Dans plusieurs sociétés, ce secteur a puissamment contribué à amorcer un début de stratification sociale.

Certes, malgré l'existence largement répandue à l'époque de diverses formes de servitude, il serait téméraire de parler de « classes sociales ». Les différences sociales en voie de se creuser ont trop souvent pris le visage familier d'anciennes institutions politiques, ou de solidarités ethniques ou claniques, pour que nous puissions utiliser le concept de « classe ». Un rôle ancien, celui de chef politique, s'est montré particulièrement malléable aux circonstances nouvelles. Déjà, dans l'histoire plus ancienne de la région, le rôle de chef s'était prêté à l'emprise de groupes ou d'individus, où l'on retrouve des visionnaires, des parvenus, et de simples aventuriers. Au fil du XIX<sup>e</sup> siècle, cette tendance s'est accentuée, soit que d'anciens titres politiques se soient de plus en plus fondés sur l'économie des échanges, soit qu'ils aient été captés par des « parvenus », soit encore que de nouveaux titres aient été créés.

25. Msiri mourut de mort violente de la main d'un Européen, le 20 décembre 1891. L'assassin périt lui aussi, exécuté sur-le-champ par un fils de Msiri. Les principaux témoignages sur la vie à Bunkeya avant la conquête coloniale sont ceux d'Ivens et d'Arnot; F. A. Oliveira Martins (dir. publ.), 1952, p. 366-383; F. S. Arnot, 1889.

L'institution des chefs au XIX<sup>e</sup> siècle continua ainsi de s'inscrire dans une longue tradition. Et cependant, l'époque lui donna des caractéristiques originales: en particulier, la fonction de chef semble avoir connu une instabilité qui n'était pas spécifique de l'histoire ancienne. Le XIX<sup>e</sup> siècle aura été l'époque des fortunes politiques rapidement construites, mais parfois tout aussi rapidement défaites. Le changement a été trop précipité, et l'histoire autonome de la région trop brutalement interrompue à la fin du siècle pour permettre la naissance de grands États. Le plus souvent, tel qu'il s'est développé au XIX<sup>e</sup> siècle, l'État en Afrique centrale a ignoré les hiérarchies complexes, les divisions régionales: il s'est présenté comme un réseau de seigneuries, réseau « horizontal », plutôt que hiérarchie territoriale « verticale ».

L'histoire politique des années 1800-1880 laisserait une impression trompeuse, si on n'en retenait que le thème de la fragmentation du centre de l'Afrique. En fait, à l'époque, la politique n'est plus au cœur de l'organisation de l'espace<sup>26</sup>, et il faut tenir compte de l'essor de vastes espaces économiques qui ont largement dépassé les frontières des solidarités ethniques ou des organisations politiques.

Les grands traits de l'histoire sociale et économique de l'Afrique centrale du XIX<sup>e</sup> siècle commencent à se dessiner: l'histoire, telle qu'elle a été vécue et sentie par les sociétés du temps, l'histoire de leurs aspirations et du changement des mentalités constituent de vastes domaines non encore explorés, et des questions que l'Afrique d'aujourd'hui a le devoir de poser à son passé pour mieux éclairer son présent<sup>27</sup>.

26. J. Vansina, 1976, p.1-31.

27. L'inspiration de cette étude doit beaucoup aux années de travail commun avec Bogumil Jewsiewicki, anciennement professeur à l'Université nationale du Zaïre.